

(Plus tard)

(Texte)

M. Gérard Girouard (Labelle): Monsieur le président, j'aimerais poser au très honorable premier ministre une question supplémentaire à celle qu'a posée l'honorable député de Trois-Rivières (M. Balcer).

Advenant qu'il y ait une cérémonie pour marquer l'inauguration du nouveau drapeau alors que nous ne serions pas en session, et étant donné que le drapeau national distinctif est le fruit d'un effort collectif des différents députés et des différents partis politiques à la Chambre, le premier ministre a-t-il l'intention d'inviter des députés des différents partis politiques à la Chambre à assister et à participer à cette cérémonie d'inauguration du nouveau drapeau canadien?

(Traduction)

Le très hon. M. Pearson: Bien sûr! J'espère que ce sera en une occasion où le Parlement sera réuni.

LES CÉRÉALES

LE BLÉ—PROPOS DU MINISTRE DU NORD CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Alvin Hamilton (Ou'Appelle): Il y a déjà quelque temps que je veux soulever la question que je vais aborder maintenant, mais c'est la première fois que j'en ai l'occasion.

Une voix: A cause de difficultés de procédure.

L'hon. M. Hamilton: Je pose cette question parce qu'à mon avis il faudrait la tirer au clair. Certains semblent croire que ce pourrait être le dernier jour de séance de la présente législature.

Des voix: Législature?

L'hon. M. Hamilton: Ma question a trait à l'attitude du gouvernement devant une question très importante pour l'Ouest canadien. Je la pose au premier ministre. Le ministre du Nord canadien et des Ressources nationales a déclaré à Saskatoon, au congrès annuel du parti libéral de la Saskatchewan, que le régime de dualité des prix pour le blé, aux termes duquel les acheteurs au pays paieraient plus cher que le prix du blé subventionné et destiné à l'exportation, imposerait un fardeau trop lourd aux consommateurs domestiques. Cette déclaration traduit-elle la pensée du gouvernement?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je n'ai pas vu la déclaration dont parle l'honorable député. Avant de répondre, je voudrais l'étudier avec soin, car il s'agit d'une

[Le très hon. M. Pearson.]

affaire très importante. Je donnerai une réponse dès que j'aurai eu le temps d'étudier la question.

LES AFFAIRES INDIENNES

COMMISSION DES RÉCLAMATIONS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Dans l'esprit bienveillant de Noël, j'aimerais demander au bienveillant ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration s'il peut nous dire où en sont les travaux de la Commission des réclamations des Indiens.

(Texte)

L'hon. René Tremblay (ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le bill modifié a été accepté par moi-même et par les hauts fonctionnaires de mon ministère, et la prochaine étape sera la discussion de ce nouveau bill, modifié par le comité du programme législatif du cabinet.

(Traduction)

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

CONFÉRENCE RECOMMANDÉE PAR LA COMMISSION HALL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. William Dean Howe (Hamilton-Sud): J'aimerais poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Comme le rapport de la Commission Hall recommandait fortement la tenue d'une conférence fédérale-provinciale avant six mois, quelles mesures a-t-on prises en vue de convoquer une telle conférence, vu que demain marquera la fin de six mois depuis la publication du rapport.

L'hon. Judy V. LaMarsh (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Je crois que l'honorable député était présent à la Chambre à plusieurs occasions où l'on a parlé de cette question. Il y aura une rencontre au cours de la nouvelle année. Les premiers ministres des provinces ont indiqué récemment qu'ils préféreraient qu'elle ne soit pas tenue trop tôt.

LES PORTS

VANCOUVER—DÉPLACEMENT D'ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard E. Winch (Vancouver-Est): Je désire poser une question au ministre des Transports. C'est une question urgente; ce n'est pas une question à inscrire au *Feuilleton*. Elle fait suite à la réunion qui a eu lieu récemment entre le ministre, la Commission